



Bérengrère Lafeuille

## Abattoir de proximité Pierre angulaire des circuits courts

Le petit abattoir de l'Oisans, en Isère, est un rouage essentiel de la politique alimentaire territoriale de la communauté de communes, qui l'a repris en régie.

**P**endant quinze ans, des éleveurs ont porté à bout de bras l'abattoir multi-espèces de l'Oisans en Isère. À la fin, « c'était infernal, on ne pouvait plus tout gérer », lâche Guillaume Salvi. Depuis plus de vingt ans, cet éleveur bovin et ovin y assure la tuerie hebdomadaire du mardi matin. Les volontaires ne se sont jamais bousculés pour cette tâche. « Nous sommes bien rémunérés, mais cela nous prend beaucoup de temps alors que ce n'est pas notre métier. Et c'est usant car il y a beaucoup de manutention », résume-t-il. Avant d'ajouter : « Mais cet outil est essentiel : il nous permet de faire de la vente directe. »

« Il est le complément logique d'une

politique alimentaire territoriale », abonde Jean-Rémy Ougier. La communauté de communes de l'Oisans, dont il est vice-président, veut relocaliser l'alimentation de ses habitants. Elle a repris l'abattoir en régie en 2019 et a investi pour le moderniser. Depuis, elle gère tout, à commencer par la paie des prestataires : trois à cinq abatteurs (dont quatre éleveurs) selon la saison, et un boucher pour la découpe et la mise sous vide. Elle salarie un gestionnaire qui gère l'administratif et elle assure la maintenance, le ménage et les fonctions support (comptabilité, etc.). « Le service s'est professionnalisé », apprécie Martin Gaillard, usager depuis douze ans, venu ce mardi déposer des

chevreaux. Il les récupérera trois jours plus tard, découpés et emballés, pour les vendre en direct. Chaque trajet lui prend une demi-heure aller puis retour. L'alternative la plus proche pour des caprins serait Grenoble (2 600 t/an), à une heure et demie de route. « Et plus c'est court, mieux c'est pour le bien-être animal », ajoute l'éleveur, soucieux de travailler avec des outils à taille humaine.

### Tarifs compétitifs

De fait, ni bruit ni odeurs ne trahissent l'activité de l'établissement, niché dans une impasse de la commune du Bourg-d'Oisans. Utilisé par quarante éleveurs, il abat 70 tonnes de viande par an, presque entièrement découpée et vendue localement. Flavien Bauchon, venu déposer des agneaux, juge les tarifs compétitifs : « Cela me coûte entre 1,20 € et 1,50 €/kg pour l'abattage et 1 €/kg pour la découpe et mise sous vide. » Les éleveurs peuvent aussi louer la salle pour découper leurs carcasses. Toutefois, un si petit abattoir a ses inconvénients. Le poids des normes semble démesuré et les chantiers n'apparaissent pas prioritaires pour les prestataires chargés d'installer un matériel. Et faute de volume suffisant pour valoriser les cuirs, toutes les peaux rejoignent les déchets, dont l'enlèvement coûte au total 10 000 euros HT par an.

Bérengrère Lafeuille

### DES COMPTES À L'ÉQUILIBRE

Les comptes de l'abattoir sont à l'équilibre, assure la collectivité. Le budget annuel alloué à l'outil oscille entre 200 000 et 220 000 euros, dont la moitié en salaires et prestations de services, et 30 000 à 45 000 euros en matériel pour remplacer une pièce ou améliorer le confort de travail.

## Auvergne-Rhône-Alpes Abricot : des pertes considérables dues aux intempéries

La récolte 2024 d'abricots devrait représenter environ 60 % de celle de 2023. Certains vergers seront vides de fruits. « On a déjà connu des pertes dues au gel, mais jamais une absence totale de fruits sur les arbres », a déclaré le président de l'AOP Pêches et abricots de France, Bruno Darnaud. Les départements de la Drôme et de l'Ardèche sont particulièrement touchés. Les fortes pluies tombées au mois de mars, au moment de la floraison des abricotiers, expliqueraient en partie ce phénomène. L'abricot Bergeron, variété phare de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a été spécialement décimé. « Sur cette variété, les producteurs vont avoir entre 0 et 20 % de récolte », estime Bruno Darnaud. Des mesures sont en cours pour déclencher le fonds de solidarité nationale.

## Pays de la Loire Collecte de pneus

D'ici début juin, 2 500 tonnes de pneus usagés vont être sorties des exploitations du Maine-et-Loire. Ouverte à tous, cette collecte de pneumatiques agricoles, de poids lourds et de voitures est pilotée par la FDSEA, avec Aliapur. Cinq sites de la coopérative Terrena ont été retenus comme points de collecte. En 2021, une première opération de ce genre avait permis de recycler 2 300 tonnes de vieux pneus. La FDSEA estime qu'il en reste encore au minimum 5 000 tonnes dans les exploitations.